



Communiqué intersyndical CGT – FO – FSU – SOLIDAIRES et MNL de l’Eure !

Toutes et tous en grève et mobilisés le 5 octobre prochain

pour la défense de nos droits et de nos libertés !

Réunie le 6 septembre, l’intersyndicale CGT – FO – FSU – SOLIDAIRES et MNL de l’Eure a décidé des modalités d’organisation de l’appel la journée de grève interprofessionnelle pour la défense de nos droits et nos acquis et pour la préservation de nos libertés individuelles et collectives.

Depuis de nombreuses années nos Organisations syndicales sont mobilisées dans l’action commune contre les politiques destructrices, tous gouvernements confondus, remettant en cause nos droits et nos acquis.

Malgré la crise sanitaire due à la pandémie du Covid 19, le gouvernement MACRON-CASTEX multiplie les déclarations ou les ballons d’essai tendant à continuer son œuvre de déconstruction de nos droits.

Pourtant, le contexte actuel montre que la précarité s’accroît, que les licenciements se multiplient, que les services publics républicains continuent à être affaiblis et que notre protection sociale collective est attaquée de toute part.

Dans le même temps, le gouvernement a octroyé des aides aux entreprises sans conditionnalité en termes d’emploi et de pouvoir d’achat. La fin de ces aides risque d’entraîner la multiplication des licenciements. Ce que nous ne pouvons que condamner.

En matière de salaire, le chômage partiel mis en place depuis cette crise sanitaire a entraîné une perte de pouvoir d’achat pour une grande majorité de salariés (- 16 %). Les négociations de salaires dans le secteur privé sont très difficiles ; quant aux services publics le gel du point d’indice est toujours une réalité.

Il faut donc augmenter les salaires, les retraites et les minima sociaux immédiatement et que les entreprises ouvrent des négociations pour augmenter les salaires dans le privé. Le point d’indice doit être débloqué et le rattrapage de perte de pouvoir d’achat doit être engagé.

Concernant les services publics, les politiques de casse se poursuivent. Dans les trois versants de la fonction publique les manques d’effectifs et de moyens, les fermetures de services, les externalisations et les pertes de compétences sont toujours d’actualité dans l’éducation nationale, dans les trésoreries, dans les collectivités, ...

Dans ce cadre, la crise sanitaire a montré l’état critique de notre système de soins et de santé. Malgré cela, les mêmes politiques comptables continuent à être mises en œuvre. Il faut en finir avec ces politiques pour revenir à une gestion médicalisée de notre système de soin et de santé, en créant notamment des postes et en ouvrant des lits sur l’ensemble du territoire. Nos hôpitaux, nos EHPAD ne doivent pas être gérés comme des entreprises. Pour l’intersyndicale de l’Eure, la santé doit passer avant les profits !

Enfin en matière de protection sociale collective, l’intersyndicale de l’Eure rappelle que des millions de travailleurs, de jeunes et de retraités se sont mobilisés en 2019-2020 contre la contre-réforme systémique des retraites voulant instituer le système dit universel par points. Elle demande que ce projet soit définitivement abandonné. Elle refuse également toute attaque paramétrique voulant allonger les conditions de départ à la retraite et toute attaque contre les régimes spéciaux.

L'intersyndicale de l'Eure confirme son opposition à la nouvelle convention d'assurance chômage injuste et inopportune qui va sanctionner près de la moitié des demandeurs d'emploi. Elle refuse que le gouvernement fasse payer aux demandeurs d'emploi l'échec des politiques publiques par la réduction de leurs droits et avec la dégressivité des allocations.

Enfin, en matière de remise en cause de nos libertés, tout en se déclarant favorable à l'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination, meilleur moyen à ce jour, avec les mesures barrières, de se protéger du covid-19 et de réduire les conséquences graves de la contamination, l'intersyndicale de l'Eure est opposée aux sanctions prévues contre les personnels non vaccinés. Aux repréailles à l'encontre de ces salariés dans le cadre de la loi du 5 août 2021, l'intersyndicale privilégie la nécessité de convaincre et de rassurer.

Très souvent l'éducation nationale a été la cible d'attaques de la part des différents gouvernements. L'actuel ne fait pas exception, bien au contraire : Parcoursup, la réforme du BAC dite « réforme Blanquer », ...

Cette crise n'a en rien arrangé les choses ; elle en a plutôt montré les failles, dont certaines que nous-dénonçons depuis des années. La discrimination mise en place entre les élèves vaccinés et ceux qui ne le sont pas n'est pas acceptable. L'éloignement des élèves non vaccinés n'est pas compréhensible. De plus, la situation créée instaure une rupture d'égalité face à l'instruction : en effet les conditions d'apprentissage ne sont pas les mêmes chez soi et en classe. Et pour les enseignants assurer un cours à la fois en présentiel et à distance est inconcevable.

Enfin, ce gouvernement profite de la situation pour imposer sa vision, sans débat. L'an passé, la demande de contrôle continu (seule solution trouvée pour conserver un aspect commun aux épreuves) a essuyé un refus. Mais cette année, Blanquer aggrave sa contre-réforme et instaure un contrôle continu à 40%, supprimant entre autres les épreuves de langue vivante : rien que ça !

L'organisation d'un débat est nécessaire avec de VRAIS représentants lycéens, et la mise en place d'un protocole logique est primordiale, plutôt que de stigmatiser et polémiquer sur les personnes dans la précarité.

Elle revendique également l'abandon du passe dit « sanitaire », une mesure inefficace, souvent inapplicable, truffée d'incohérences et qui remet en cause certaines de nos libertés fondamentales.

Pour toutes ces raisons, il est important que les salariés actifs du secteur privé et publics, les jeunes et les retraités ainsi que les demandeurs d'emploi se mobilisent massivement le 5 octobre prochain.

L'intersyndicale de l'Eure appellent les travailleurs à se mettre en grève le 5 octobre et l'ensemble de la classe ouvrière de l'Eure à participer à la manifestation qui se déroulera à Évreux, place de l'Hôtel de ville départ 14h.

Tous ensemble défendons nos droits et nos acquis, revendiquons une meilleure répartition des richesses produites, des moyens pour nos services publics et la préservation de nos libertés individuelles et collectives le 5 octobre prochain.

Evreux, le 13 septembre 2021

